



Par le biais des DSF et TPG, M. Parini a fait distribuer à tous les agents de la DGFIP une « luxueuse » plaquette vantant la nouvelle direction et la fusion DGI - DGCP.

En outre, les personnels du Val de Marne sont appelés à participer à une « grand messe » en 10 sessions d'une demi-journée, de mars à juin.

QUEL EST LE COUT FARAMINEUX DE CETTE PROPAGANDE ?

Alors que dans le même temps, il n'y a pas un centime de disponible pour augmenter les salaires des Fonctionnaires.

DE QUI SE MOQUE -T-ON ?

Cette fusion va se traduire par une très forte dégradation des conditions de travail des agents des trois nouvelles filières, aggravées par des vagues de suppressions d'emplois massives (non remplacement de 55% des départs à la retraite).

Par conséquent, pour le contribuable aussi cette fusion aura des répercussions très néfastes.

QU'A-T-ON A GAGNER DANS CETTE MASCARADE ? RIEN !!!

L'avant propos et la lettre de Parini accompagnant cette brochure sont une véritable provocation, un tissu de mensonges et d'inepties. Qui sera dupe au point d'avaler de telles couleuvres alors que dans la triste réalité, les services sont en train de couler et la rémunération des agents avec !

Dans le prolongement de la grève du 19 mars, avec un taux de 50 % à la DGFIP, les sections syndicales du Val de Marne SNUI/SUD Trésor, CGT Impôts/Trésor et FO Trésor **appellent tous les agents à boycotter ces réunions de propagande** (diffusion de deux diaporamas de Woerth et Parini) prévues du 25 mars au 4 juin. Des distributions de tracts au public seront organisées lors de ces réunions.

Nous vous rappelons que ces réunions ne sont que des invitations selon les termes mêmes des TPG et DSF et par conséquent elles ne revêtent aucun caractère obligatoire.

En outre, nous vous invitons à nous ramener toutes les brochures, via les militants syndicaux de vos sites, afin de les renvoyer dans un geste symbolique à leur expéditeur.

Les agents de la DGFIP ne réclament pas des brochures en papier glacé mais exigent l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'emploi, les conditions de travail et la rémunération en lieu et place de ce pseudo dialogue social dont se vante le gouvernement et qui en fait n'est qu'un monologue destiné à justifier le dynamitage du service public.